

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8^{ème} Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Vu l'arrêté municipal N°AT-2026-0169 délivré le 10 Février 2026 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules du Lundi 23 Février 2026 au Vendredi 13 Mars 2026 dans le cadre de travaux pour des réfections ponctuelles de la bande roulante dans le périmètre du Château de Pau ;

Vu le permis de stationnement N°OT-2026-0389-01 délivré le 17 Février 2026 réglementant le stationnement d'un véhicule en vis-à-vis du n°24 rue Henri IV pour réaliser des travaux dans l'immeuble situé 22 rue Henri IV du Lundi 23 Février 2026 au Mercredi 01 Avril 2026, du Lundi au Vendredi de chaque semaine, chaque jour de 08h00 à 17h00 ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement des véhicules rue Henri IV, en raison de travaux sur le réseau ENEDIS ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Du Mardi 10 Mars 2026 au Mercredi 11 Mars 2026, chaque jour de 08h00 à 17h00, seule l'entreprise est autorisée à stationner un véhicule en vis-à-vis du n°24 rue Henri IV.

ARTICLE 2 – Les entreprises chargées des travaux devront prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 25/02/2026

Fait à Pau, le 20 février 2026